

## Le système de santé québécois à l'heure des choix

- **Quand : 25 septembre 2019**
- **Où : Hôtel Hilton de Québec**
- **Salle : Sainte-Foy / Portneuf**
- **Heure du panel : 13h30 (personne-ressource : Marie-Josée Côté – 514 772-5716)**

**13h30 – Présentation l'animateur/trice pour annoncer le thème du panel**

**13h32 – Présentation de Sébastien Dallaire (Ipsos)**

**13h34 – Présentation des principaux résultats d'un sondage sur les perceptions à l'égard du système de santé (Ipsos)**

**13h40 – Présentation des panélistes**

**14h05 – Prises de questions du public**

**14h10 – Retour au panel**

**14h25 – Période de questions du public**

**14h30 – Fin du panel**

### Questions suggérées

#### **[Question d'ouverture pour tous]**

- Selon-vous, qu'est-ce qui explique ce pessimisme qu'ont les Québécois à l'égard du système de santé? Ce pessimisme est-il justifié?

La Lucidité! En effet, les Québécois sont bien au fait des enjeux concernant l'accès difficile aux soins dans leur système de santé. Ces difficultés, ils les vivent eux-mêmes – que ce soit de ne pas pouvoir trouver de médecin de famille, de devoir patienter des heures à l'urgence, ou d'être sur une liste d'attente de plusieurs mois avant d'être opéré –, et ce, depuis fort longtemps. Le Commissaire à la santé et au bien-être, l'organisme jadis mandaté pour évaluer la performance du réseau et de faire des recommandations au gouvernement, l'a mentionné il y a quelques années avant d'être aboli (puis restitué) : Le Québec a les pires urgences du monde occidental, les plus engorgées. La situation ne risque certes pas de s'améliorer avec le vieillissement accéléré de la population et les pressions qui vont suivre sur les finances publiques.

## [Yanick Labrie]

- Est-ce que ces grands enjeux financiers menacent la pérennité d'un système de santé universel selon-vous?
- Approchons-nous d'un point de rupture quant au financement du système de santé?

Les enjeux financiers que nous vivons (et vivrons) sont préoccupants, certes, mais ne menacent pas véritablement la pérennité du système universel à mon avis. Il sera toujours possible d'offrir universellement un panier relativement restreint de services de santé financés publiquement, en rationnant l'accès par des files d'attente (comme c'est le cas actuellement). Ce n'est cependant pas souhaitable, et il faudra donc trouver des moyens de réaliser des gains d'efficience dans l'allocation des ressources en santé. Autrement dit, il faudra innover afin de faire un meilleur usage des deniers disponibles. Et cela passe forcément par un recours accru à l'expertise des entreprises et des organisations privées en santé. À l'heure actuelle, on les laisse en périphérie du réseau, alors qu'on a grandement besoin de l'esprit d'innovation et de l'agilité dont elles peuvent faire preuve.

Ceci dit, consacrer plus de ressources au domaine de la santé ne devrait pas être perçu comme quelque chose de négatif. Il n'y a rien d'anormal à ce qu'une population riche veuille dépenser plus dans un domaine qu'elle valorise et qu'elle considère important. Cependant, lorsque l'on n'en reçoit pas pour son argent (comme c'est le cas actuellement au Québec pour les soins de santé), il y a tout lieu de s'en préoccuper.

Le problème qui risque de se poser à plus ou moins long terme, c'est l'absence de choix pour la population. La génération des baby-boomers qui arrive massivement à la retraite n'est pas seulement plus riche que la précédente, elle est également habituée à avoir des choix. Elle ne tolérera pas très longtemps d'être contrainte d'attendre et d'être limitée dans sa capacité de dépenser ses propres sous pour des soins de santé plus rapide et de meilleure qualité. C'est ce qui forcera le changement à mon avis, et cela ne peut être une mauvaise chose.

## [Questions pour tous]

- M. Dallaire mentionnait que plus de la moitié des Québécois (53%) estiment que le gouvernement fédéral devrait en faire beaucoup plus pour améliorer le système de santé. Êtes-vous de cet avis? Selon vous, les transferts fédéraux en santé sont-ils suffisants?

Le secteur de la santé est d'abord et avant tout une responsabilité des provinces. Je crois fermement aux bienfaits de la décentralisation dans le domaine de la santé. En principe, les gouvernements des provinces sont beaucoup mieux placés pour connaître les besoins et préférences spécifiques de leur population et les meilleurs moyens d'y répondre adéquatement.

Pour un patient, que l'argent qui sert à payer ses soins provienne directement de Québec ou passe par Ottawa avant de revenir à Québec, cela ne change rien. Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'argent de ses impôts. Ce qui importe pour lui, c'est de savoir qu'il pourra en avoir pour son argent avec son système de santé, soit des services accessibles en temps opportun et de qualité. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Et ce n'est pas tant en raison d'un manque de financement en provenance du gouvernement fédéral.

- La modernisation de la *Loi canadienne sur la santé* est-elle souhaitable? Pourquoi?

La Loi canadienne sur la santé permet une certaine complémentarité du secteur privé en santé et mieux-être avec le système public. Comme le rapportait l'ancien ministre Claude Castonguay dans sa récente critique parue dans La Presse+, cette loi, en entretenant un certain flou, a cependant freiné les élans des provinces désirant innover et étendre les possibilités de choix des patients. Il est donc impératif que sa portée soit davantage clarifiée par le prochain gouvernement fédéral. Des balises mieux définies et plus claires permettraient de ne plus entretenir de doute sur ce qui est permis ou non par les gouvernements provinciaux en matière de réformes impliquant le secteur privé.